

REGLEMENT INTERIEUR

Le présent Règlement Intérieur a été approuvé dans sa version révisée par l'Assemblée Générale Ordinaire de l'Association du 11 septembre 2011, dont le procès-verbal de réunion est joint ci-après, conformément aux dispositions de l'article 7 - des Statuts pris dans leur version antérieure.

1 - Comités

Les Comités suivants fonctionnent conformément à l'Article 10 des Statuts :

- Comité Non Vie: sujets Non Vie,
- Comité Vie : sujets Vie
- Comité Risques d'entreprises : tous sujets liés aux entreprises
- Comité Juridique et Financier : sujets de type juridique –entreprises et marchés– et financier, ouvert à tous les membres),
- Comité International : comité de type transversal (ouvert à tous les membres)
 - Sujets concernant le développement de la Place de Paris, son attractivité, ses conditions de fonctionnement et ses meilleures pratiques ainsi que les sujets propres aux réassureurs de Droit français et ceux liés à certaines filières (captives, run-off...).
 - Sujets liés aux rapports avec les marchés étrangers et les organisations professionnelles internationales, sujets européens non financiers et besoins spécifiques des réassureurs non présents à Paris

Le Président de chaque Comité, membre du Comité Directeur, est éligible pour deux ans et rééligible ou renouvelable par tacite reconduction. Il coordonne le programme et les travaux du Comité.

Le Secrétaire d'un Comité peut être désigné par le Président du Comité pour la durée de sa fonction ou désigné par roulement à chaque réunion.

Chaque Comité :

- assume la défense des intérêts des membres sur les thèmes d'actualité ou récurrents concernant la réassurance et ses filières, en coordination avec le Comité Directeur
- définit son programme de travail en accord avec son Président et le Comité Directeur qui veille à sa cohérence et à sa conformité avec l'objet de l'Association
- coordonne et suit les travaux des Commissions et Groupes de travail lui rapportant.

Le Comité Directeur veille à ce que les Comités mènent les missions qui leur sont confiées en totale conformité avec les principes et les règles du droit de la concurrence.

2 - Commissions et Groupes de travail

I - Constitution

Pour les besoins de l'Association, des Commissions permanentes ou des Groupes de travail provisoires peuvent être constitués à l'initiative des Comités, en accord avec le Comité Directeur, conformément à l'article 12 des Statuts.

Le Comité Directeur veille à ce que les Commissions ou Groupes de travail ainsi constitués mènent les missions qui leur sont confiées en conformité avec les principes et les règles du droit de la concurrence. Les Commissions sont créées pour répondre à des sujets récurrents et sont rattachées au Comité correspondant.

Les Groupes de travail sont créés pour répondre à des problèmes précis en rapport avec l'objet de l'Association. Toutefois, dans un souci d'efficacité de leurs travaux, ces Groupes de travail ne peuvent être saisis que de thèmes liés aux travaux des Commissions et limités dans le temps.

Une liste des Comités, Commissions et Groupes de travail avec l'ensemble des membres, est établie chaque semestre et mise à disposition sur le site privé pour l'ensemble des adhérents de l'Association.

II – Commissions transversales

Les Commissions transversales sont celles ouvertes de façon permanente aux membres associés sociétés ou associations (entreprises).

1. Commission Catastrophes

La Commission Catastrophes est rattachée au Comité Non Vie

Elle inventorie les problématiques ainsi que les données, méthodologies, expositions, cartographies et scénarios de marché catastrophes pour toutes les branches d'assurance. Elle utilise les travaux des Commissions et Groupes de travail, suit les études existantes ainsi que les pratiques des marchés étrangers, en particulier dans le cadre de Solvabilité 2.

2. Autres Commissions

L'ensemble des Commissions (et Groupes de Travail) reliées aux Comités Juridique et Financier ainsi que Risques d'Entreprises et International est ouvert aux membres associés sociétés (ou associations) qui le souhaitent.

III - Membres des Commissions et des Groupes de travail

Les Présidents des Commissions et des Groupes de travail sont désignés pour une ou plusieurs périodes de deux ans par le Comité Directeur sur proposition du Président du Comité correspondant. Ils coordonnent le programme et les travaux des Commissions et Groupes de Travail. Ils sont membres de droit des Comités auxquels les Commissions et Groupes de travail sont rattachés.

Les Vice –Présidents des Commissions et des Groupes de travail sont désignés pour deux ans par le Comité Directeur sur proposition des Présidents des Commissions et Groupes de Travail et renouvelables pour les Commissions par tacite reconduction. Ils assurent le fonctionnement des Commissions et des Groupes de travail et remplacent le Président en cas d'absence ou de démission. Le Comité Directeur veille à ce que l'ensemble des postes de Présidents et Vice-Présidents soit réparti entre les membres actifs au sein de l'association.

Le mandat des Groupes de travail et de leurs membres ne peut excéder deux ans, sauf renouvellement dans les mêmes conditions que leur constitution. Ils peuvent par contre être considérés en veille pour

Délégation Générale : B. DOLLFUS – tel +33 (0)1 42 47 90 10

Secrétariat Général : J-M. SZMARAGD - tel +33 (0)1 46 98 70 62

Siège : 26 Boulevard Haussmann - 75009 Paris - France

Site : www.apref.org

une période indéterminée et réactivés en cas de besoin sur des sujets récurrents. Les membres des Groupes de travail sont choisis par leur Président parmi les membres de l'Association candidats. Les membres des Commissions et des Groupes de travail s'engagent à respecter la confidentialité quant au sujet traité vis-à-vis de l'extérieur, sauf après que leur travail a été validé en Assemblée Générale et qu'une publication a été approuvée en Comité Directeur. Les fonctions de membre de Commissions et de Groupes de travail sont bénévoles. Les frais nécessaires à l'accomplissement d'une mission ne peuvent être engagés qu'après approbation du Comité Directeur.

IV - Fonctionnement des Commissions et des Groupes de travail

Les Commissions et Groupes de travail se réunissent régulièrement selon un calendrier établi par leur Président et communiqué au Délégué Général. Ce calendrier peut, le cas échéant, être fixé conjointement avec le Comité Directeur et le Comité correspondant pour des questions d'importance ou d'urgence particulières.

Les Commissions et Groupes de travail disposent des pouvoirs en matière d'investigation, d'audition et d'information sur les points dont ils sont saisis. Ils peuvent notamment avoir recours à la participation de personnes physiques ou morales, adhérents ou non de l'Association. En aucun cas, ces Commissions et Groupes de travail ne peuvent engager l'Association ou ses membres vis-à-vis de tiers.

Les Commissions et Groupes de travail informent régulièrement le Comité correspondant et le Délégué Général de l'avancement de leur mission. Chaque réunion des Commissions et Groupes de travail fait l'objet d'un compte-rendu, préparé par le Vice Président et/ou le Secrétaire et validé par le Président. Il est envoyé, dans les 2 semaines qui suivent la réunion, au Délégué Général pour être diffusé sur le site privé. Les comptes rendus de réunions deviennent ainsi accessibles aux membres et aux membres associés pour les réunions élargies. Les notes ou positions sont validées par le Comité Directeur, qui peut décider de les rendre publiques.

Les conclusions et notes des Commissions et Groupes de travail sont présentés à l'Assemblée Générale qui peut les valider, sous forme de position APREF, puis diffusées dans l'Association ou à l'extérieur sur décision du Comité Directeur.

3- Participation des membres associés

Les membres associés sociétés (ou associations) peuvent participer:

- aux Comités Juridique et Financier, Risques d'Entreprises et International
- aux Commissions mentionnées à l'article 2. II
- aux Commissions et Groupes de travail des Comités Vie et Non Vie (réunions de travail élargies organisées régulièrement, par exemple une par semestre).

Les membres associés individuels peuvent de façon ponctuelle être associés à certains travaux à leur demande en tant qu'expert dans leur spécialité.

4- Activités générales

L'APREF est amenée à produire des études ou des statistiques sur le marché, en particulier une étude sur les acceptations Vie et Non Vie en France des réassureurs membres de l'APREF. **La participation à cette étude est obligatoire pour chaque membre.**

Pour les besoins de ces études de marché, les membres fournissent à un consultant, choisi par le Comité Directeur, des informations dont **la confidentialité sera strictement respectée** vis-à-vis des membres de l'APREF ou de toute personne extérieure, ce dans le plus strict respect des règles du droit de la concurrence.

5- Gestion de l'association

La gestion et la coordination de l'association sont assurées par les membres de droit du Bureau avec l'aide du Délégué Général et du Secrétaire Général qui en font partie.

Les principales fonctions du Délégué Général sont de coordonner et d'assurer le suivi du fonctionnement de l'association, ainsi que de contribuer à la communication et au lobbying.

Les missions du Délégué général sont assurées soit par un membre à titre gratuit, soit par un prestataire extérieur dans le cadre d'un contrat de prestation de services, soit par un ancien membre non actif. En cas de prestation externe, celle-ci fait l'objet d'un contrat commercial avec l'entreprise prestataire. Le Délégué général est responsable devant le Comité Directeur.

Par ailleurs, un certain nombre de fonctions spécifiques, comme le suivi et la documentation des sites public et privé de l'association, peuvent être sous-traitées en cas de besoin.

Il est institué une fonction d'Audit de l'association, qui comprend le contrôle interne, le suivi de la gouvernance et la médiation entre membres (ou vis-à-vis de tiers). L'Auditeur s'assure de la conformité de l'ensemble des activités de l'Association à son objet et de sa gestion. Il a accès à l'ensemble des documents de l'Association. Il produit un rapport annuel avec des constats et recommandations lors d'une assemblée générale ordinaire.

6 - Saisine du Président

Chaque membre de l'association peut poser au Président, par écrit, toute question relevant de la compétence de l'Association, telle qu'elle est définie à l'article 2 des statuts. Le Président procède à l'examen de la question avec le Comité Directeur et peut s'en entretenir avec celui qui l'a posée. Sa réponse doit être donnée dans les trente jours suivant la date de réception de la question. Le Président peut :

- ne pas donner suite à la question, en motivant sa décision ;
- répondre à la question ;
- informer l'intéressé que la question qu'il a posée sera inscrite à l'ordre du jour de la séance du Comité Directeur la plus rapprochée afin d'en saisir la Commission compétente, puis, si nécessaire, à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale la plus proche.

Le Président doit saisir le Comité Directeur et l'Assemblée Générale de toute question posée par au moins dix membres de l'Association.

Le Président peut être amené à prendre position ou à diffuser une position de l'APREF sur un sujet d'actualité, sur proposition des Comités, avec l'aval du Comité Directeur.

7 -Gouvernance

L'adhésion à l'Association implique le respect par l'ensemble de ses adhérents des règles et principes guidant son objet et son fonctionnement, conformément à l'article 5 - II & 5 – III des Statuts.

En cas de non-respect par un adhérent de ses obligations, le Président lui adresse une lettre recommandée avec accusé de réception. Cette lettre précise le manquement reproché et il est demandé au contrevenant de s'en expliquer dans les 30 jours suivant la réception de cette lettre, et ce par lettre recommandée avec accusé de réception, à adresser au Président. Au reçu de la réponse du membre dans le délai de 30 jours ou en l'absence de réponse à l'expiration de ce délai, le Président convoque le Comité Directeur pour statuer sur le cas du membre. Le Comité Directeur:

- soit maintient l'adhésion de cet adhérent,
- soit prononce son exclusion, en en fixant la date.

Le Comité Directeur se prononce à la majorité absolue des présents. Sa décision est définitive et ne peut faire l'objet de recours. Il en est rapporté à l'ensemble des membres lors de l'Assemblée Générale suivante.

8- Finances de l'Association

L'Association a recours à une cotisation pour la couverture de ses frais de fonctionnement, d'étude et de représentation selon les dispositions de l'article 13 des Statuts. Cette cotisation est variable en fonction du type de membres et du volume de la totalité des affaires françaises (Vie et Non Vie qu'il s'agisse de souscription, courtage ou honoraires), quel que soit le lieu de production ou de gestion des affaires (France et Etranger).

Des études ou des contributions particulières peuvent faire l'objet de financements spécifiques par certains membres ou groupes de membres.

Le Trésorier établit un budget prévisionnel incluant les dépenses de fonctionnement. Ce budget sert de base à la détermination de la cotisation proposée au vote lors de l'Assemblée Générale.

Le Trésorier de l'Association doit rendre compte de sa gestion au Comité Directeur au moins un mois avant l'Assemblée Générale. Les comptes de l'Association doivent être certifiés par un organisme extérieur.

Tous contrats ou baux commerciaux et toute dépense supérieure à 5000 euros engagée par le Président, le Vice-président ou le Trésorier, doivent être autorisés par le Comité Directeur.

9- Répartition des voix de l'Association

Chaque membre dispose dans les Assemblées Générales d'un nombre de voix lié à son chiffre d'affaires réalisé sur les affaires françaises quel que soit le lieu de souscription en réassurance Vie et en réassurance Non Vie (hors acceptations à l'intérieur du groupe auquel il appartient), sur la base des derniers chiffres souscrits lors de l'exercice précédent. Conformément à l'article 6 des statuts, le

nombre de voix des membres est déterminé par une tranche de chiffre d'affaires ainsi définie et peut donc varier de 1 à 4.

Le décompte des votes est fait selon le nombre des voix des présents à chaque Assemblée par rapport au total des voix des membres et pour chaque vote, le décompte des votes est fait par rapport au total des voix des présents.

10- Participation et fonctionnement du Club APREF

Participation

Sont participants réguliers:

Membres

- Les représentants des membres, ainsi que leurs suppléants, deux représentants de la direction générale, plus un nombre de représentants à désigner en fonction du nombre de voix (de un à quatre) dont il dispose
- Les membres du Bureau, du Comité Directeur, et autres membres des Comités Vie, Non Vie et Juridique et Financier
- Les présidents et vice-présidents des commissions et groupes de travail

Membres associés

- Les représentants des membres associés, sociétés (ou associations), ainsi que leurs suppléants
- Les membres associés individuels

Le nombre total de participants réguliers ne peut dépasser 20 par société et 200 pour les membres réguliers du Club.

En fonction des sujets traités, d'autres membres sélectionnés dans les Commissions et des personnalités extérieures peuvent être invités au Club sur une base ad-hoc, dans la limite de 50.

Fonctionnement

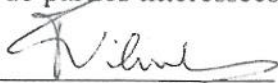
Le fonctionnement du Club est assuré par le Bureau et fait partie intégrante de l'APREF, les dépenses afférentes sont prises en charge par l'APREF et sont incluses dans les cotisations des membres.

La liste du Club APREF est constituée chaque année conformément à l'article 10 et est actualisée chaque semestre.

11-Acceptation du présent Règlement Intérieur

L'appartenance à l'Association entraîne de la part de ses adhérents la pleine et entière acceptation du présent Règlement Intérieur. Ce dernier est dès lors indissociable des Statuts.

Agréé à Paris, par l'Assemblée Générale Ordinaire du 11 septembre 2011, en autant d'exemplaires que de parties intéressées.



Président de l'Association



Délégué Général de l'Association